



ENFUMAGES par Eric Werner

«La terre entière transformée en champ de bataille»

L'ARROSEUR ARROSÉ, OU COMMENT LES ÉTATS-UNIS ONT EUX-MÊMES FORGÉ LA DOCTRINE QUI SERT AUJOURD'HUI À COMBATTRE LEUR INGÉRENCE UNIVERSELLE DANS LES AFFAIRES DES PAYS TIERS.

Chacun voit bien que l'enjeu de la guerre actuelle en Ukraine n'est pas seulement l'Ukraine (se situe-t-elle à l'Est ou à l'Ouest?), mais au-delà le maintien ou non de l'ordre international existant, qui apparaît de plus en plus brinquebalant. Car les rapports de force ont changé ces dernières années: ce que, justement, cette guerre donne à voir. L'Occident ne l'a pas encore perdue. Mais on ne saurait dire non plus qu'il soit en train de la gagner.

D'une certaine manière, la Russie se retrouve aujourd'hui le dos au

mur. Les Américains aimeraient bien pouvoir la découper en petits morceaux, ils le disent même ouvertement. Les Russes n'ont donc pas droit à l'erreur. Mais il en va de même de l'Occident: lui aussi se retrouve le dos au mur. S'il perd cette guerre, non seulement il lui faudra renoncer à ses projets en Russie, mais c'est sa suprématie même au niveau planétaire qui se verra contestée (elle l'est déjà, il est vrai): avec à la clé l'instauration d'un nouvel ordre mondial, moins centré qu'il ne l'était jusqu'ici

sur l'Occident et en particulier les États-Unis.

Les États-Unis redeviendraient ainsi ce qu'ils étaient au début de leur histoire (disons, jusqu'à la fin du XIXe siècle): une puissance parmi d'autres. Ils devraient compter avec d'autres puissances d'un poids au moins équivalent (Chine, Russie, Inde, etc.), ce qui nous ferait basculer dans un monde multipolaire, avec plusieurs grands États s'équilibrant entre eux. Il ressemblerait en cela à l'ancien ordre westphalien, qui lui aussi était multipolaire, sauf que l'ancien ordre westphalien se limitait à la seule Europe, alors que l'ordre en question s'étendrait à la planète entière. Mais à cette différence près, on se retrouverait dans la même situation.

L'ORDRE DES ESPACES CONTRE L'IDÉOLOGIE UNIVERSALISTE

On pourrait aussi se référer à la notion de «grand espace», thématisée par Carl Schmitt dans les années 30 et 40 du siècle dernier. On n'aime pas trop aujourd'hui citer Carl Schmitt, car tout comme Heidegger il a été proche à un moment donné du régime national-socialiste, mais ce n'est pas une raison pour ignorer ses écrits. Ils valent d'être considérés pour eux-mêmes. Ainsi, en 1939, Carl Schmitt voulait créer

«un ordre des espaces (reposant) sur le principe de la non-intervention de puissances étrangères à ces espaces», en opposition, disait-il, à «une idéologie universaliste qui transforme la Terre entière en champ de bataille de ses interventions»(1). Il avait certainement mal choisi son moment pour écrire ce qui précède, mais son évocation d'une idéologie universaliste transformant la Terre entière en champ de bataille reste aujourd'hui encore très parlante: sans doute même davantage encore qu'à l'époque.

Il en va de même de la notion de «grand espace», sauf qu'on ne parlerait plus aujourd'hui de «grand espace», mais plutôt d'«État civilisationnel». C'est le thème d'un ouvrage récent du politologue anglais Christopher Coker, à qui la revue *Éléments* a récemment donné la parole(2). La Chine serait un «État civilisationnel», mais aussi la Russie, l'Inde, peut-être même l'Iran, la Turquie, etc. Mais pas l'Europe, dit Christopher Coker, car l'Europe est trop divisée intérieurement. «Les lignes de fracture qui traversent l'Europe, entre le nord et le sud, l'est et l'ouest, les catholiques, les protestants et les orthodoxes, ont réglé la question». De plus, ajoutera-t-on, la référence chrétienne est elle-même devenue très problématique. Les églises se

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

vident, et très peu d'Européens se considèrent encore comme chrétiens. Les Européens n'ont donc même plus cela en commun. Ils n'ont en fait *plus rien* en commun. Car ce qu'on vient de dire de la référence chrétienne s'appliquerait aussi à la référence culturelle (qu'elle recoupe assez largement). La *Cancel culture*, ou culture de l'effacement, est passée par là. Du passé faisons table rase.

Certains diront que l'Union européenne est un État civilisationnel en gestation. Mais civilisationnel en quel sens? Pour l'heure, l'UE se focalise avant tout sur le libre-échange. Elle se veut même pionnière en la matière: l'UE comme laboratoire de la globalisation. Elle a beaucoup investi également dans le contrôle social. C'est l'autre facette de l'UE: sa facette policière. On en a une illustration avec le récent projet d'identité numérique de la Commission européenne. La globalisation marchande d'un côté, la société de surveillance de l'autre: tels sont les deux piliers de l'actuelle construction européenne. Si l'UE devait un jour s'ériger en État civilisationnel, c'est sur ce socle-là qu'elle le ferait. L'État de droit est parfois aussi invoqué, mais il serait difficile de parler à son sujet de socle. Je ne porte pas ici de jugement, je dis la réalité. Voyez les violences policières en France.

D'une manière générale, on imagine mal aujourd'hui l'UE prendre ses distances avec les États-Unis, pour se profiler en tant qu'entité autonome, à plus forte raison encore concurrente des États-Unis.

Elle les a toujours servis avec zèle, il n'y a donc pas de raisons pour qu'elle ne continue pas à le faire à l'avenir. Ce qui pourrait éventuellement faire bouger les lignes, c'est la situation en Ukraine. On pense en particulier à ce qui se passerait en cas de déroute américaine. L'UE elle-même n'y survivrait probablement pas: ni davantage l'OTAN, le G7, Davos, etc. L'actuelle suprasociété européenne aurait de la peine également à s'en remettre. D'une certaine manière, les compteurs seraient remis à zéro. Mais c'est une simple éventualité. Rien ne nous dit qu'elle se concrétisera jamais.

LA DOCTRINE MONROE, MAIS À L'ENVERS

Revenons-en aux «grands espaces». Dans son écrit cité plus haut, Carl Schmitt relève ironiquement que ce sont les États-Unis qui, les premiers, en sont venus à penser la notion de «grand espace». Ils l'ont pensée avec la doctrine Monroe (1823), qui leur a servi à combattre l'interventionnisme des grandes puissances de l'époque (Russie, Angleterre, France, etc.) dans l'espace américain. C'était un instrument de défense contre les ingérences européennes. L'Amérique aux Américains. Quand donc aujourd'hui les Russes, les Chinois, les Indiens, parfois même certains Européens, demandent aux Américains de se mêler de ce qui les regarde, sans en permanence déclencher des guerres aux quatre coins de la planète, ils s'inspirent en fait de la doctrine

Monroe. Car la situation s'est entretiens retournée, et ce sont les États-Unis eux-mêmes qui jouent le rôle de puissance interventionniste!

Carl Schmitt résume ainsi ce retournement: «La transformation du principe de non-ingérence spatialement délimité en un système d'ingérence général, au mépris des espaces constitutifs, a été rendue possible quand Woodrow Wilson a mis à la place de la doctrine initiale et authentique de Monroe l'idéologie de la démocratie libérale et les conceptions qui s'y rattachent, en particulier celle du commerce mondial "libre" et des marchés "libres".»(3)

En 1939, la puissance américaine était encore en phase ascendante, aujourd'hui elle est très nettement sur le déclin. Mais les problèmes restent les mêmes. Les Américains se réclament de l'universalisme, mais qu'y a-t-il d'universel dans l'universalisme? Les Américains disent qu'ils mènent des guerres justes, en sorte que l'ennemi juste n'existe pas: l'ennemi est toujours

injuste. Eux-mêmes, c'est le bien, et les autres le mal. C'est ce schéma même, aujourd'hui, qui se lézarde et part en petits morceaux. On l'a vu il y a une dizaine d'années en Irak, on le voit aujourd'hui en Ukraine. Il n'y a pas d'un côté le bien et de l'autre le mal. Quant au principe de non-ingérence, on ne peut pas à la fois s'en revendiquer soi-même et dénier aux autres le droit de s'en revendiquer. Ou alors il passe en son contraire: un système, effectivement, d'«ingérence générale». Carl Schmitt met le doigt là où ça fait mal.

- Illustration: James Monroe (1758-1831), 5^e président des États-Unis, et Carl Schmitt (1888-1985), juriste et philosophe allemand.

NOTES

1. Carl Schmitt, «Grand espace contre universalisme», in *Du Politique*, textes choisis et présentés par Alain de Benoist, Pardès, 1990, p. 136.
2. *Éléments*, avril-mai 2023, pp. 76-79.
3. *Op. cit.*, p. 130.